

RONZE DUBANCHET AUDIT

**COMMISSAIRES AUX COMPTES
COMPAGNIE RÉGIONALE DE LYON**

SARL au capital de 20 000 € - Siret n° 751 099 813 00014

Le Millénium - 1 Rue de la Presse - B.P. 30712 - 42950 SAINT ETIENNE CEDEX 1
Tél. 04.77.92.05.55 - Fax : 04.77.92.05.64

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS CLOS
LE 31 DECEMBRE 2024**

M.J.C. ASSOCIATION

SAINT-JUST SAINT-RAMBERT

**PÔLE CULTUREL
PLACE GAPIAND**

42170 ST JUST ST RAMBERT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MJC relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

I. REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

II. INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes annuels de l’exercice.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Etienne,

Le 5 mai 2025



RONZE DUBANCHET Audit

Franck RONZE

Commissaire aux comptes

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the printed name and title.

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

***ASSOCIATION MJC
CLOS LE 31 DECEMBRE 2024***

- **BILAN (02 pages)**
- **COMPTE DE RESULTAT (02 pages)**
- **ANNEXES (12 pages)**

SARL RONZE DUBANCHET AUDIT
Commissaire aux comptes
Immeuble « Le Millénium » 1 Rue de la Presse – BP30712 - 42000 - SAINT ETIENNE CEDEX 1
Téléphone : 04.77.92.05.50 - Télécopie : 04.77.92.05.64

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	8 554	8 554		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	64 320	57 174	7 146	5 440
	Autres immobilisations corporelles	83 363	81 412	1 951	3 183
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 000		1 000	1 000
	TOTAL (I)	157 238	147 140	10 098	9 622
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	3 986		3 986	2 520
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	139 513		139 513	124 262
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	13 553		13 553	13 159
	DISPONIBILITES	306 814		306 814	321 366
	Charges constatées d'avance	625		625	2 044
	TOTAL (II)	464 491		464 491	463 351
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	621 729	147 140	474 589	472 974
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			1 000	1 000
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	16 624	16 624
Autres			
Report à nouveau	213 291	113 602	
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs			
Excédent ou déficit de l'exercice	(1 271)	99 689	
	Total des fonds propres (situation nette)	228 644	229 915
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	228 644	229 915
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	121 468	107 465
	Total des provisions	121 468	107 465
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 257	28 370
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	57 660	61 855
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	7 591	6 329	
Produits constatés d'avance	40 970	39 039	
	Total des dettes	124 477	135 593
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		474 589	472 974
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(1 271,10)	99 689,43
(1) Dont à moins d'un an		124 477	135 593
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	28 053	29 546
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	710 173	705 841
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	600 085	571 253
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 548	4 209
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 508	9 108
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	436	181
Total des produits d'exploitation		1 353 804	1 320 138
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	68 870	86 321
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	358 112	314 664
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	33 175	35 232
	Salaires et traitements	701 577	661 291
	Charges sociales	182 119	162 367
	Dotation aux amortissements et dépréciations	4 795	8 864
	Dotation aux provisions	17 220	6 979
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1 789	2 266
Total des charges d'exploitation		1 367 656	1 277 984
RESULTAT D'EXPLOITATION		(13 853)	42 154

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(13 853)	42 154
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 701	1 927
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 701	1 927
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		1 701	1 927
RESULTAT COURANT avant impôts		(12 151)	44 081
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	9 751	12 348
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 217	44 454
Total des produits exceptionnels		12 968	56 802
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 935	1 194
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	153	
Total des charges exceptionnelles		2 088	1 194
RESULTAT EXCEPTIONNEL		10 880	55 609
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 368 473	1 378 867
TOTAL DES CHARGES		1 369 744	1 279 177
EXCEDENT ou DEFICIT		(1 271)	99 689
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		181 924	169 392
Bénévolat		36 371	34 076
TOTAL		218 295	203 468
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		181 924	169 392
Prestations			
Personnel bénévole		36 371	34 076
TOTAL		218 295	203 468

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1. Informations générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés par le conseil d'administration et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement comptable ANC n° 2018-06

Le bilan de l'exercice présente un total de 474 589 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 1 368 473 euros et un total **charges** de 1 369 744 euros, dégageant ainsi un **résultat** de -1 271 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024.

Il a une durée de 12 mois.

2. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité :

La MJC en tant qu'espace socio-éducatif, culturel et sportif de proximité a pour vocation :

- De favoriser l'autonomie, l'épanouissement des personnes et l'exercice de la citoyenneté pour contribuer à la construction d'une société plus solidaire, plus éco-responsable.
- D'être un lieu d'apprentissage, d'innovation et d'expérimentation qui favorise l'initiative et l'implication des habitants de la commune de St-Just-St-Rambert.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

La MJC élabore et formalise un projet associatif répondant à ses missions et l'évalue régulièrement.

La démocratie se vivant au quotidien, la MJC est à l'écoute de la population et participe au développement local en agissant en partenariat avec les différents acteurs locaux (associations) et les collectivités locales (commune, conseil départemental, et les communautés d'agglomération).

A partir de ces principes fondamentaux, la MJC oeuvre au service de la population Pontrambertoise et de sa zone d'influence, elle intervient en :

- Offrant un large panel d'activités dans l'objectif de permettre aux plus grands nombres d'accéder à l'éducation, à la culture, aux sports et aux loisirs.
- Proposant des formules souples d'accueil aux enfants qui prennent en compte les contraintes familiales et professionnelles des parents.
- Développant à terme une démarche spécifique en direction des jeunes de la commune, dans une dynamique de projets.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Etant capable d'adapter ses propositions en fonction de la spécificité des publics cibles: les enfants, les adolescents et les adultes.
- Développant des actions ponctuelles d'animation, de convivialité, d'information, de prévention qui prennent en compte les attentes des publics cibles et les problématiques locales.
- En pratiquant une politique tarifaire accessible au plus grand nombre en fonction des contraintes financières de l'association.

Description des moyens mis en œuvre :

Mise à disposition de locaux et de personnels pour la réalisation des activités entrant dans le champs de l'objet social de l'association.

3. Informations au titre des principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Concernant les immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications applicables à certaines entités (décret du 30 décembre 2005), ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens, ou en fonction du rythme de consommation des avantages économiques.

Les durées et les modes d'amortissement utilisés sont les suivants :

Logiciels :1 à 3 ans en mode linéaire
Matériel et Outillage :2 à 5 ans en mode linéaire
Matériel roulant :3 à 5 ans en mode linéaire
Mobilier :5 à 10 ans en mode linéaire
Matériel de bureau :3 à 5 ans en mode linéaire

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Engagements retraite

La provision pour engagements de retraite est déterminée en utilisant la méthode rétrospective prorata temporis en intégrant dans son mode de calcul les éléments suivants:

- probabilité de départ
- probabilité de décès
- actualisation financière
- probabilité d'augmentation des salaires

La provision comptabilisée correspond aux engagements retraite pour l'ensemble du personnel au 31/12/2024.

4. Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par catégories d'autorités administratives



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Montants par catégorie d'autorités administratives:

- MSA : 5 457 €
- CAF : 179 266 €

5. Informations sur les montants des subventions d'exploitation reçues par l'entité par catégories d'autorités administratives

Montants par catégorie d'autorités administratives:

- MAIRIE : 378 531 € (dont Mairie St-Cyprien : 6 006 €)
- CONSEIL GENERAL : 11 035 €
- CONSEIL DEPARTEMENTAL : 6 666 €
- ETAT : 7 282 €
- ORGANISME DE SECURITE SOCIALE : 0 €
- DDCS : 0 €
- FONJEP : 10 035 €

6. Informations sur les montants des subventions d'investissement reçues par l'entité par catégories d'autorités administratives

- ODS : 1 559 €
- CAF : 250 €

8. Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Méthode de valorisation des heures de bénévolat : les heures de bénévolat ont été valorisées suivant la méthode suivante : nombre d'heures x SMIC (11.88 €)

7. Autres informations et faits significatifs de l'exercice

NEANT

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	8 554					8 554
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 554					8 554
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	80 199		4 524		20 402	64 320
	Instal., agencement, aménagement divers	885			885		
	Matériel de transport	58 800					58 800
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	22 778		900	(885)		24 563
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		162 662		5 424		20 402	147 684
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 000					1 000
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 000					1 000
TOTAL		172 216		5 424		20 402	157 238



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	8 554			8 554
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 554			8 554
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	74 759	2 817	20 402	57 174
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	58 785	15		58 800
	Matériel de bureau, mobilier	20 496	2 116		22 612
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		154 040	4 948	20 402	138 586
TOTAL		162 594	4 948	20 402	147 140



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves	16 624				16 624
Autres réserves					
Report à nouveau	113 602	99 689			213 291
Excédent ou déficit de l'exercice	99 689	(99 689)		1 271	(1 271)
Situation nette	229 915			1 271	228 644
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	229 915			1 271	228 644



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature PRESTATIONS MAIRIE ST-JUST-ST-RAMBERT	181 924	169 392
Bénévolat HEURES DE BENEVOLAT	181 924 36 371	169 392 34 076
	36 371	34 076
Total	218 295	203 468
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens MAIRIE : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX MAIRIE : BUS MAIRIE : RESTAURATION MUNICIPALE	108 936 7 895 65 093	97 908 8 876 62 608
Prestations	181 924	169 392
Personnel bénévole PERSONNEL BENEVOLE	36 371	34 076
	36 371	34 076
Total	218 295	203 468

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		59 467
Autres créances		59 467
PRODUITS A RECEVOIR	59 467	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		44 016
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 084
FOURNISSEURS FACTURE NON PARVE	8 084	
Dettes fiscales et sociales		28 341
PROVSUR CONGES A PAYER ET CHA	15 768	
CHARGES SOC./CONGES PAYES	3 810	
CHARGES FISCALES SUR C.P	1 359	
ETAT CHARGES A PAYER	7 404	
Autres dettes		7 591
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	7 591	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				625
Charges d'exploitation			625	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				625

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION PRODUITS CONSTATES D'AVANCE EX. 2024		40 970	40 970
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			40 970

